

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22149 - 82EME ANNÉE

L'université de La Réunion inaccessible aux Comoriens, Malgaches et Mauriciens selon la volonté de Paris

APL supprimées par la France pour les étudiants de notre région à La Réunion: quel avenir pour La Réunion dans son environnement régional ?

Depuis le 1er juillet, les étudiants extra-communautaires ne bénéficient plus des APL. À La Réunion, cette mesure fragilise notamment les étudiants malgaches et comoriens, certains envisageant de repartir ou d'abandonner leurs études. Elle affaiblit aussi la coopération régionale, alors que l'Université devrait être un pont avec les pays voisins, un atout pour contrer la dynamique de l'APE entre l'UE et nos voisins. Quel modèle économique restera-t-il si les emplois productifs disparaissent ? Une île réduite à la consommation, au tourisme et aux transferts publics ? Jusqu'à dépendre du tourisme sexuel, des mariages avec des étrangers et de l'aide de la diaspora ? Cette perspective souligne l'urgence de se réveiller !

Depuis le 1er juillet, les étudiants étrangers extra-communautaires ne bénéficient plus des aides personnalisées au logement (APL). À La Réunion, cette décision nationale prend une dimension particulière. L'île accueille de nombreux étudiants venus de son environnement régional, notamment de Madagascar et des Comores. Pour ces jeunes, souvent issus de familles aux revenus modestes, l'aide au logement constituait un soutien déterminant pour poursuivre leurs études.

Une manière d'expulser les jeunes malgaches et comoriens ?

Les conséquences peuvent être immédiates. Les étudiants malgaches sont les plus nombreux parmi les étudiants étrangers présents à La Réunion. Près de 200 étudiants comoriens y étudient également. Pour

certain, la suppression des APL représente plusieurs centaines d'euros supplémentaires à trouver chaque mois. Certains envisagent déjà de repartir dans leur pays, voire d'abandonner leurs études. De quoi les Réunionnais ont-ils l'air pour nos voisins ?

Au-delà des situations individuelles, c'est la relation de La Réunion avec son environnement régional qui est en jeu. Quel regard les jeunes et les familles de Madagascar, des Comores, de Maurice ou d'autres pays voisins porteront-ils désormais sur La Réunion ? Comment ces pays pourront-ils percevoir une île qui affirme vouloir renforcer les coopérations régionales tout en rendant plus difficile l'accès à son université ?

Dans le contexte de l'APE

La question est d'autant plus importante que l'Accord de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et plusieurs pays d'Afrique orientale et australe ouvre de nouvelles perspectives, mais comporte également des risques pour les économies de la région. Dans son état actuel, il peut notamment favoriser des délocalisations d'activités vers les pays voisins, alors que La Réunion devrait au contraire rechercher des complémentarités économiques avec eux pour éviter la catastrophe.

L'Université de La Réunion constitue justement un formidable outil pour construire ces complémentarités. Former ensemble les jeunes de l'océan Indien, développer des recherches communes, partager les compétences et créer des réseaux professionnels sont autant de moyens de préparer un développe-

ment régional fondé sur la coopération. Les étudiants malgaches et comoriens ne sont pas seulement des bénéficiaires d'un dispositif universitaire : ils peuvent devenir demain des acteurs des relations entre La Réunion et les pays voisins.

En rendant leur séjour plus difficile, la suppression des APL affaiblit cette dynamique. Le message envoyé apparaît contradictoire : Paris encourage les échanges économiques avec les pays de la région tout en réduisant les conditions d'accueil de leurs étudiants à La Réunion.

La Réunion : vers une île de chômeurs consommateurs ?

Et quelle économie restera-t-il à La Réunion si les emplois productifs disparaissent progressivement ? Une économie reposant davantage sur les importations, la consommation, les transferts publics et quelques activités de services ? Une île où le chômage et la pauvreté contraindraient la population à vivre essentiellement de revenus venus de France, jusqu'à ce que Paris décide de fermer le robinet ?

La question peut sembler provocatrice, mais elle mérite d'être posée jusqu'au bout : comme dans d'autres anciennes colonies, les femmes de La Réunion devront-elles dépendre du tourisme sexuel ou d'un mariage avec un étranger pour trouver des revenus leur permettant de continuer à vivre comme des Occidentales ? Cette perspective illustre au contraire l'impasse d'un modèle qui réduirait La Réunion à une économie de chômage et de consommation de produit importés, au lieu de lui permettre de développer ses propres capacités productives et ses échanges avec son environnement régional.

La Réunion a besoin de ses voisins

La suppression des APL dépasse donc largement la question d'une aide sociale. Elle interroge la place que la France veut réellement donner à La Réunion dans l'océan Indien. Si l'Université devient moins accessible aux jeunes des pays voisins, si les coopé-

rations scientifiques et humaines sont affaiblies et si, parallèlement, les accords commerciaux facilitent les délocalisations, comment construire une véritable intégration régionale ?

La Réunion a besoin de ses voisins et ses voisins ont besoin d'une Réunion ouverte sur l'océan Indien. L'Université peut être l'un des principaux ponts entre ces territoires. Permettre aux jeunes Malgaches, Comoriens, Mauriciens et autres étudiants de la région d'y étudier n'est pas une dépense inutile : c'est un investissement dans l'avenir commun. Faire disparaître progressivement ces possibilités, c'est prendre le risque de transformer La Réunion en simple marché de consommation, dépendant des importations et des transferts publics, au lieu d'en faire un véritable acteur du développement de l'océan Indien.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

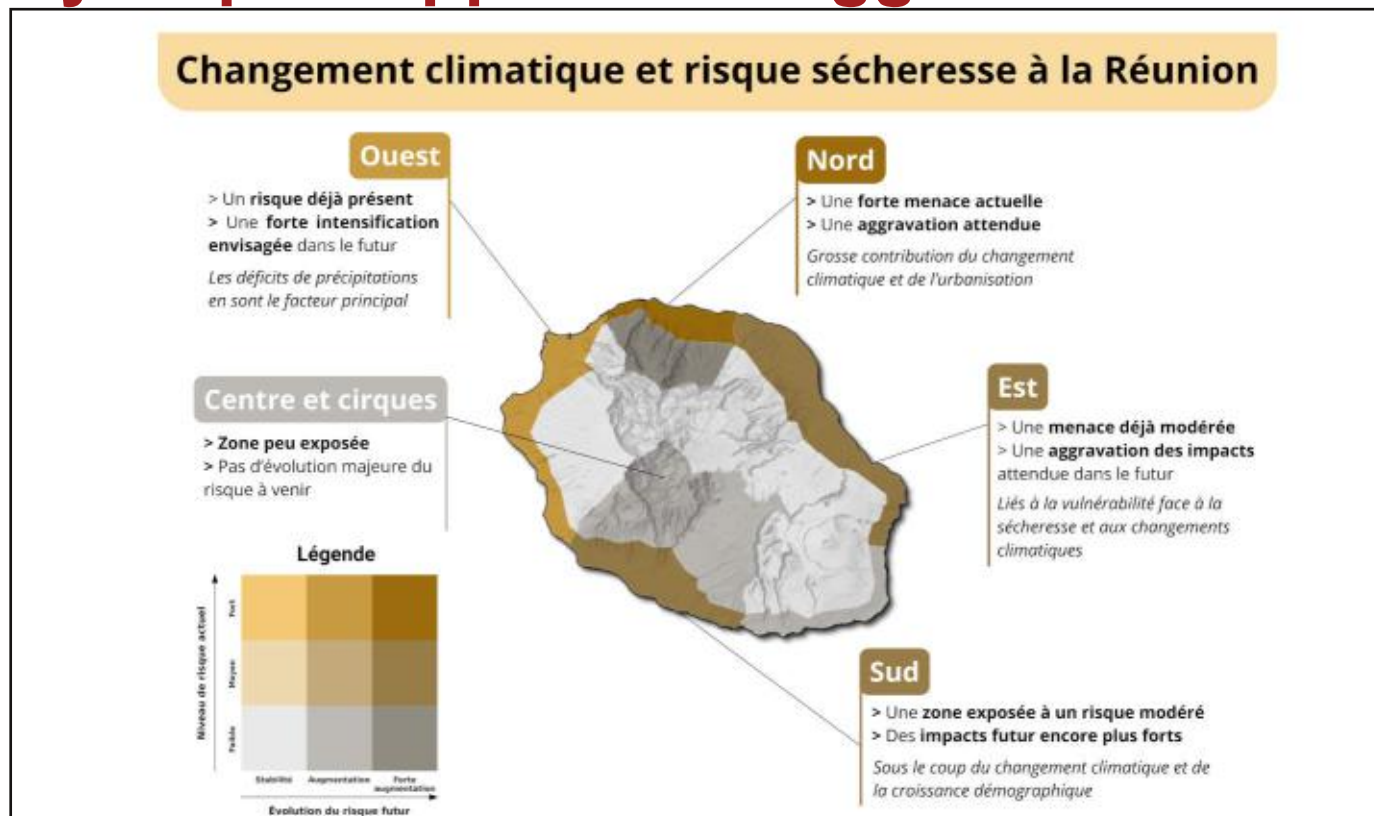
SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Présentation de CLIMAAX à La Réunion

Climat : La Réunion face à des risques hydriques appelés à s'aggraver



Le projet européen CLIMAAX, décliné localement sous le nom RISC-RA, dresse un constat préoccupant sur les conséquences du changement climatique à La Réunion. Présenté ce jeudi 20 août 2026, ce travail piloté par la Région Réunion fournit une cartographie inédite de la vulnérabilité de l'île face aux risques hydro-climatiques.

Mené pendant 22 mois avec l'OSU-Réunion, Météo-France et le BRGM, le projet s'est concentré sur deux menaces majeures : les précipitations extrêmes et les crues torrentielles, d'une part, la sécheresse et ses conséquences sur l'approvisionnement en eau potable, d'autre part. Les épisodes récents, notamment les cyclones Belal et Garance, ainsi que la sécheresse et la vague de chaleur de 2025, illustrent déjà cette évolution.

Les pluies extrêmes constituent un risque particulièrement important sur une île au relief escarpé. Elles peuvent provoquer inondations, glissements de terrain, embâcles et destructions d'infrastructures. Les projections indiquent une intensification de ces phénomènes dans les prochaines décennies. Mais les scientifiques soulignent une limite : plus de 60 % des épisodes pluvieux extrêmes sont liés aux cyclones tropicaux, encore difficiles à modéliser avec préci-

sion dans les simulations climatiques.

Autre enseignement majeur : la sécheresse devient un risque prioritaire et généralisé. L'étude croise l'évolution de cet aléa avec la vulnérabilité sociale, l'état des réseaux et les conditions d'accès à la ressource. L'Est apparaît particulièrement exposé en raison de sa dépendance aux eaux de surface. À l'Ouest, la dépendance aux transferts et la sensibilité des forages à l'intrusion d'eau salée constituent des fragilités supplémentaires.

Le risque d'insécurité hydrique devrait s'accroître dès le milieu du siècle, sous l'effet combiné de sécheresses plus fréquentes et de la croissance démographique. Saint-Denis, Saint-Louis et Saint-Pierre figurent parmi les secteurs qui pourraient connaître les niveaux de risque les plus élevés.

La Région entend désormais transformer ces données scientifiques en outils d'action. Une prolongation locale de douze mois doit permettre de poursuivre les travaux sur la prévision des crues torrentielles et d'intégrer les résultats au GREC-Réunion. L'Atlas des risques hydriques doit également servir de support aux futures politiques d'aménagement et de gestion de l'eau.

Oté

« Kritiké lé fassil mé fèr sé in n'ot afèr »

Mézami, zot i koné dann nout péi, konm dan d'ote, néna sak i fé antouléka k'i sèye fèr, épi sak i fé pa é zot lé paré pou kritiké, sof a dévoil zot ignoranss dsi in sizé é finalman dsi toute sizé zot i aborde san konplèks é an plin dann mil lo mikonépa.

Zot i koné gnor in n'afèr sa lé fassil épi sa i ariv toulmoune é opliss wi rode, opliss wi shèrch, opliss wi oi si wi koné in pti pé néna bonpé zafèr wi koné pa, si wi konpran in pti séktèr in n'afèr, wi gnor in gran kartyé dé shoz.

Si wi ékoute déssèrtènn radio, wi antann bann résponsab épi bann zélu an partikilyé, sa i fé pa arien, é sa i pass lo tan anpliss rien fèr, détourn larzan piblik. Lé vré opliss wi monte o, opliss si out kilote lé déshiré sa i oi. Mi rapèl in provèrb l'Afrik i i konmsa : « Opliss lo sinz i monte an-o, opliss i oi son déryèr »

Dann la kritik, sak mi romark sé k'lé fassil kritiké sirtou si wi rèss dann laparanss dé shoz. I di pa dann nout kréol « in pé i sava la pèsh pou trap lékime » alé oir lo bi sé d'trap poisson...

Ni koné zot i fé bonpé zafèr pars ladministrassion i done azot bonpé pou fèr é bien antandi tro pé d'moiyin pou fèr sak i fo fèr... An pliss, souvan défoi mi poz amwin késtyon, mi di kissa i pé fé tèt shoz ; Kissa lé konpétan, é kissa lé pa konpétan dann la montagn konplikassion lo lézislatèr la mète dsi nout shomin pou alé dopi l' idé ziska la réalizassion.

Alor, mézami dabor si nou téi sèye oir sak i fé avan d'di k'i fé pa arien. Aprés ni sèye oir si sak lé fé lé bienfé sansa lé mal fé é sirtou ni garde bien kèl lidéolozi lé dsou in prozé pars sa lé drolman inportan é sirtou ké ni obliye pa nou lé dann in rézime néo-kolony al é ké ni obliye pa lo kolonyaliss, dabitid, i sorte par la porte é li rant par la fènète-sé sak i pé ariv anou, é kontinyé ariv anou, si ni tienbo pa kont de sa.

A bon antandèr salu !

Justin